ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Situation des finances publiques

Question au Gouvernement n° 1686

Texte de la question

SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

Mme la présidente. La parole est à M. Philippe Vigier.

M. Philippe Vigier. Monsieur le ministre de l'économie, la France de 2024 n'est plus celle de 2017.

M. Maxime Minot. Tu as été au pouvoir pourtant !

M. Philippe Vigier. Le chômage a profondément diminué, la réindustrialisation est une réalité, l'économie a été sauvée pendant le covid grâce au « quoi qu'il en coûte ». Nul ne peut contester non plus que, avec 3 000 milliards d'euros de dette, notre modèle social est fracturé, tout comme notre capacité à relever les défis de demain. Il est selon nous évident qu'il faut passer de l'État-providence à un État juste et efficace, aux finances publiques assainies.

Vous avez poussé un cri, il y a quelques jours, pour expliquer que le niveau de la dette publique était insoutenable ; nous le partageons d'autant plus que nous combattons en ce sens depuis plus de quinze ans. Cependant, cela ne signifie pas qu'il faille donner à l'aveugle un coup de rabot aux dépenses publiques. Un État efficace et juste doit aussi faire en sorte que la valeur soit mieux partagée, que le pouvoir d'achat augmente et que les feuilles de paie soient plus conséquentes. Il doit également lutter avec plus d'acharnement contre toutes les dérives fiscales, les fraudes et, bien sûr, les spéculations. Il doit réorganiser notre système de santé autour de la prévention, car 1 euro dépensé en prévention permet d'économiser 10 euros de soins curatifs. Un État efficace et juste responsabilise tous les acteurs et libère les énergies. Avec 3 000 milliards d'euros de dette, on ne peut plus faire comme avant ! Il faut dire la vérité aux Français : êtes-vous prêt à bâtir pour les Françaises et les Français, avec les parlementaires, les collectivités et les partenaires sociaux, un nouveau modèle social protecteur ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe Dem.)*

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

M. Pierre Cordier. Et de la dette !

M. Maxime Minot. Il écrit aussi des romans !

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.* Je vous remercie, monsieur le député, ainsi que le groupe Démocrate et la majorité, pour votre lucidité et l'engagement dont vous témoignez pour rétablir l'équilibre des finances publiques : je sais que cela fait partie de votre ADN.

Un député du groupe LFI-NUPES . Rends l'ISF !

M. Bruno Le Maire, *ministre.* Je rappellerai très brièvement ce qui s'est passé depuis 2017. Jusqu'à 2019, cette même majorité, seule et sans le soutien de qui que ce soit, a rétabli les finances publiques, est revenue sous les 3 % de déficit et a diminué la dette. (Vives protestations sur les bancs du groupe LR.)

M. Pierre-Henri Dumont. C'est une blague !

M. Raphaël Schellenberger. Ce n'est pas possible d'entendre ça ! Il faut le mettre à la questure, pas au ministère de l'économie !

M. Bruno Le Maire, *ministre .* Nous avons ensuite été confrontés à deux crises majeures : le covid, crise économique la plus grave depuis 1929, puis la crise inflationniste la plus grave depuis les années 1970. Nous avons protégé les Français et instauré, sous l'autorité du Président de la République, le « quoi qu'il en coûte ». *(Brouhaha.)* Il s'agissait de décisions justes, nécessaires, et protectrices : elles ont sauvé des entreprises, des salariés et l'économie française. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe RE. – Exclamations prolongées sur les bancs du groupe LFI-NUPES.)

Alors que nous revenons à la normale, j'appelle à la prise de conscience collective : nous devons couper dans un certain nombre de dépenses afin de revenir sous les 3 % de déficit public en 2027 et rétablir l'équilibre des finances publiques d'ici une dizaine d'années.

M. Sébastien Jumel. Il faut écrire un livre !

M. Bruno Le Maire, *ministre .* J'appelle donc toutes les forces politiques, de la majorité comme de l'opposition, à me retrouver au ministère de l'économie et des finances, avec le ministre délégué aux comptes publics Thomas Cazenave, pour examiner les économies possibles et nécessaires : faites-moi des propositions ! Arrêtez de me proposer des dépenses supplémentaires ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe RE. - Protestations et bruit sur les bancs des groupes RN et LFI-NUPES.)*

M. Patrick Hetzel. Vous avez rejeté nos propositions !

M. Bruno Le Maire, *ministre.* Le slogan « je dépense donc je suis » est trop répandu dans la classe politique française. Il doit être remplacé par celui-ci : « j'économise, donc je suis, donc je protège ! » *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes RE et Dem. – Hourvari.)*

Données clés

Auteur : M. Philippe Vigier
Circonscription : Eure-et-Loir (4e circonscription) - Démocrate (MoDem et Indépendants)
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1686
Rubrique : Finances publiques
Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique
Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 20 mars 2024
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 mars 2024